

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>53</b>	<b>22</b>

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : DGA / CV -  
Autorisation de passage en terrain privé  
pour des ouvrages existants ou à créer de  
recueil et d'évacuation des eaux pluviales  
- Convention type

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2018.044

Date de la convocation :

**Le 03/04/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **16 AVR. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 09 avril 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

**PROCURATIONS :**

Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

**ABSENTS :**

Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Madame DEBRAS,**

VU la délibération n°CC.2017.126 du Conseil Communautaire du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est dotée de la compétence de gestion des eaux pluviales et ce au titre de ses compétences facultatives.

La gestion des eaux pluviales est régie par les dispositions des articles 640 et 641 du Code Civil qui énoncent que les fonds intérieurs sont naturellement assujettis à recevoir les eaux des fonds supérieurs, mais que les fonds supérieurs ne doivent pas contribuer à l'aggravation de cet écoulement naturel. Or, avec l'aménagement du territoire, l'urbanisation et la création d'infrastructures publiques, cette servitude d'écoulement naturel des eaux pluviales est généralement à reconsidérer.

Ainsi, lorsque des eaux pluviales provenant des espaces appartenant au domaine public s'écoulent vers des fonds privés, la concentration et l'augmentation des ruissellements peuvent nécessiter la création d'aménagements spécifiques pour les recueillir et les évacuer dans de meilleures conditions : caniveaux, canalisations enterrées équipées de grilles et regards de visites, etc.

Outre la mise en œuvre de ces équipements, la C.A.S.A doit contribuer à leurs réparations et à leurs entretiens courants alors que le propriétaire privé doit s'engager à laisser l'accès aux agents de la C.A.S.A et à préserver leurs fonctionnements. A ce titre, un projet de convention-type portant autorisation de passage pour l'entretien de ces ouvrages pluviaux a été établi afin de définir les obligations des parties, et est joint en annexe à la présente.

Cette convention est conclue pour la durée d'exploitation de l'ouvrage pluvial et l'autorisation est accordée par le/les propriétaire(s) à titre gratuit.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention type portant autorisation de passage en terrain privé pour les ouvrages de recueil et d'évacuation des eaux pluviales ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux Risques Naturels à signer ladite convention avec le/les propriétaire(s) concerné(s).

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention type portant autorisation de passage en terrain privé pour les ouvrages de recueil et d'évacuation des eaux pluviales ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux Risques Naturels à signer ladite convention avec le/les propriétaire(s) concerné(s).

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 09 avril 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI





## Convention portant autorisation de passage en terrain privé pour les ouvrages de recueil et d'évacuation des eaux pluviales

### Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux Risques Naturels, Madame Guilaine DEBRAS, agissant au nom et pour le compte de la C.A.S.A, et autorisée à signer la présente convention par une délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2018.

Ci-après désignée : «**La C.A.S.A**»;

D'une part,

Et

Nom du propriétaire ou noms des copropriétaires :

,

Adresse des biens ,

Références cadastrales ,

Ci-après dénommés « **les propriétaires** »,

D'autre part,

Contexte et motivations de cette autorisation : entretien d'ouvrages existants, création d'ouvrages pluviaux pour résoudre un problème de dégâts des eaux impliquant la C.A.S.A etc. (à compléter).

En conséquence, M. consent à constituer à titre réel et perpétuel sur la parcelle cadastrée section , n° (fonds servant), au profit de la C.A.S.A , une autorisation de passage.

**Ainsi, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

La présente convention a pour objet de préciser :

- d'une part, les modalités de création d'une autorisation de passage sur la parcelle cadastrée section , n° ,
- d'autre part, les modalités d'entretien ultérieur des ouvrages, sur l'emprise de terrain (à compléter : longueur, largeur, profondeur)

## **ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PASSAGE**

### **2.1. Lieux concernés**

Après avoir pris connaissance du projet sur la parcelle ci-dessus désignée et conformément au plan ci-annexé et signé par les parties, les propriétaires reconnaissent à la C.A.S.A le droit d'établir à demeure les ouvrages principaux et accessoires concernés (*à compléter par la description des ouvrages*).

### **2.2. Travaux et personnes visés**

Par voie de conséquence, la C.A.S.A ou l'établissement chargé par elle de l'exploitation des ouvrages, pourront faire pénétrer dans ladite parcelle leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation, ainsi que du remplacement même non à l'identique, des ouvrages à établir.

## **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA C.A.S.A**

La C.A.S.A prend en charge la réalisation des travaux de construction et de remise en état des lieux, ainsi que l'entretien et la réparation ultérieure ou le remplacement des aménagements.

Les éventuels dommages qui pourraient être causés aux biens situés sur la parcelle objet de la présente convention au cours des opérations de construction, d'entretien ou de réparation des ouvrages ainsi que de leur remplacement sont de nature à engager la responsabilité de la C.A.S.A dans les conditions prévues par la loi ou le règlement.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PROPRIETAIRES**

Les propriétaires s'obligent, tant pour eux-mêmes que pour leurs locataires éventuels, et ce de manière opposable à l'ensemble des futurs propriétaires ou locataires de l'assiette concernée par la présente autorisation, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages, et à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages.

Si les propriétaires se proposent de bâtir sur l'emprise de terrain visée à l'Article 1<sup>er</sup>, ils devront faire connaître au moins 60 jours à l'avance à la C.A.S.A par lettre recommandée, la nature et la consistance des travaux qu'ils envisagent d'entreprendre en fournissant tous éléments d'appréciation.

Si en raison des travaux envisagés, le déplacement des ouvrages est reconnu indispensable, celui-ci ne devra être de nature à modifier ses caractéristiques principales et son fonctionnement. Ce déplacement s'effectuera aux frais des propriétaires.

## **ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES**

La présente autorisation de passage est accordée à titre gratuit.

## **ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE**

La présente convention prend effet une fois signée et les formalités des articles L. 2131-1 et suivants du Code général des Collectivités territoriales accomplies.

La présente convention est conclue pour la durée d'exploitation des ouvrages pluviaux visés l'article 2, ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise existante.

**ARTICLE 7 : RESILIATION ET LITIGE**

Toute difficulté qui pourrait survenir dans l'exécution ou l'interprétation de la présente convention sera soumise au règlement amiable entre les parties.

A défaut d'accord dans un délai d'un mois à compter de la formalisation du différend par lettre recommandée avec accusé de réception, toute contestation relative à l'exécution ou à l'interprétation des présentes sera soumise à la juridiction judiciaire compétente.

**ARTICLE 8 : ANNEXE**

Est annexé à la présente convention, le plan de l'ouvrage ou du projet établi par la C.A.S.A.  
Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Sophia Antipolis, le

La présente convention a été établie en deux exemplaires originaux,

**Pour la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis,  
La Vice-Présidente déléguée aux Risques Naturels,**

**Pour les propriétaires**

**Madame Guilaine DEBRAS**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 09/04/2018  
Numéro : CC\_2018\_044  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Autorisation de passage en terrain privé pour des ouvrages existants ou à créer de recueil et d'évacuation des eaux pluviales - Convention type  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : ads2Goi

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 17/04/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC\_2018\_044-DE

**Acte reçu**

Date : 09/04/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_044  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Autorisation de passage en terrain privé pour des ouvrages existants ou à créer de recueil et d'évacuation des eaux pluviales - Convention type  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180409-CC\_2018\_044-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180409-CC\_2018\_044-DE-1-1\_2.PDF

N